

L'Afrique en 2025 : quelles perspectives de croissance économique ?

Le mois de janvier est le mois de la publication des prévisions de croissance économique par les banques, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le Département des Affaires économiques des Nations unies ou encore l'Agence française de développement (AFD).

Cette année, les estimations placent le continent africain à 4,2 % de croissance, au deuxième rang derrière l'Asie à 5,1 %. Cette dynamique encourageante s'appuie notamment sur un ralentissement de l'inflation et une amélioration des conditions financières internationales. Alors que les projections estiment une croissance économique mondiale modérée, quelles zones d'Afrique auront la croissance la plus élevée ? Sur quels leviers cette croissance s'appuie-t-elle 2025 ? Quels sont les risques majeurs auxquels seront confrontées les économies africaines en 2025 ?

Quelles projections de croissance économique de l'Afrique subsaharienne pour l'année 2025 ?

L'Afrique subsaharienne devrait connaître une hausse de la croissance de son produit intérieur brut en 2025, avec des prévisions qui convergent autour de 4,2 %.

Ces projections sont plus hautes que la croissance observée au cours des dernières années (3,6 % en 2023 et 3,8 % en 2024). Elles marquent également une bonne performance du continent africain comparé à la croissance mondiale projetée à 3,3 %.

La conjoncture du continent reste majoritairement influencée par les deux géants de la région que sont l'**Afrique du Sud** et le **Nigéria**. En 2025, même si ces économies devraient connaître une hausse de leur croissance, leurs projections restent en-dessous de la moyenne régionale. En **Afrique du Sud**, les conséquences de la crise énergétique risquent de continuer à peser et le **Nigéria** – dont l'économie demeure trop dépendante du pétrole – devrait pâtir d'une baisse attendue des prix du pétrole.

Des trajectoires différentes au sein du continent sont à noter : les taux de croissance seraient de 6 à 7 % dans des pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest alors que dans le golfe de Guinée et en Afrique australe les taux de croissance seraient plus bas. Ces trajectoires divergentes sont liées à la structure des différentes économies, avec une segmentation entre les pays riches en ressources naturelles et ceux aux économies plus diversifiées. Les premiers sont davantage impactés par les cours des matières premières alors que les seconds observent une croissance plus solide comme par exemple, le Bénin, la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie, qui observent des taux de croissance estimés à plus de 6 %.

Les chiffres encourageants de la croissance africaine pour 2025, restent cependant en dessous des niveaux pré-Covid : rapportée par habitant, la variation du PIB réel chute à 1,7 %. Ces performances sont insuffisantes pour permettre l'atteinte des objectifs de développement durable.

Quels sont les principaux leviers de la croissance africaine pour 2025 ?

La bonne dynamique de l'activité en Afrique serait due à la **baisse de l'inflation** et à l'amélioration des **conditions financières mondiales**, encourageant un retour des investissements étrangers au sein du continent, notamment dans les infrastructures et l'énergie.

Dans un contexte de bonne **stabilité des prix**, la réduction des taux bancaires devrait stimuler la consommation privée et l'investissement, même si certains pays souffrent d'une inflation élevée à cause de la dépréciation récente de leurs monnaies (Angola, Égypte, Éthiopie, Ghana, Kenya, Nigéria...)

Ces tendances sont liées aussi à une croissance mondiale stable, autour de 3,3 %, malgré les ralentissements économiques de certains pays, notamment la Chine. Un scénario plus optimiste pourrait être envisagé si la croissance chinoise s'accélère...

Par ailleurs, même si des déséquilibres économiques perdurent, la moitié des pays du continent devraient voir leurs **finances publiques** ou leur position extérieure s'améliorer. En revanche, si elles se confirment, les prévisions de baisse des cours mondiaux du pétrole engendreront une diminution des revenus des pays à forte dépendance pétrolière (Algérie, Nigéria, Gabon).

Selon de nombreux experts, la mise en œuvre progressive de la Zone de libre-échange continentale africaine (**Zlecaf**) pourrait offrir de nouvelles opportunités de croissance économique grâce à une intégration régionale renforcée et un essor du commerce intra-africain.

À un niveau plus structurel, le continent bénéficie également d'une tendance à l'urbanisation rapide et d'une population jeune en croissance, garantissant une **demande intérieure** relativement robuste.

Quels sont les risques majeurs auxquels seront confrontées les économies africaines en 2025 ?

En 2025, les économies africaines devront faire face à plusieurs risques majeurs, provenant à la fois de l'environnement externe et de vulnérabilités internes. Ces risques peuvent ralentir la croissance et accentuer les déséquilibres économiques si des réponses appropriées ne sont pas mises en place.

La croissance mondiale pourrait être plus faible que prévu suite à des mesures protectionnistes en matière commerciale. Les dernières annonces de l'administration américaine de hausse des tarifs douaniers font craindre un net recul des échanges internationaux. Les pays africains pourraient également être impactés par **la baisse de l'aide au développement** américaine, et éventuellement celle d'autres pays. Un autre point d'incertitude réside dans la **croissance chinoise** dont les statistiques ne sont jamais très claires. Un ralentissement économique de la Chine plus important que prévu ne peut être exclu, avec des conséquences négatives pour les économies en développement.

L'endettement public constitue un autre risque important. Ces dernières décennies, les États africains se sont davantage tournés vers la Chine et les créanciers privés. Conjugué à des conditions financières défavorables ces dernières années (hausse des taux d'intérêt mondiaux, dépréciation de nombreuses devises africaines), ce phénomène a lourdement pesé sur les coûts de la dette extérieure africaine. En juin 2024, 21 États étaient surendettés selon le FMI.

La montée des **tensions géopolitiques** au niveau mondial ainsi qu'une aggravation des conflits dans certaines régions du Sahel, de l'Afrique de l'Est et du bassin du lac Tchad pourrait également perturber plus massivement les chaînes d'approvisionnement et freiner certains investissements vers le continent. Enfin, l'Afrique subsaharienne reste très vulnérable aux **phénomènes météorologiques** extrêmes, liés au changement climatique. La survenue de ces événements défavorables, à la fois plus fréquents et plus violents, est susceptible d'aggraver fortement la production agricole qui reste le principal secteur générateur de revenus et d'emplois sur le continent.